

N°1220

du 09  
AVRIL  
2019



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 A la 44<sup>ème</sup> session de son Conseil d'administration au Maroc

**Le PND et les réussites économiques du Togo exposés à la BID à Marrakech**

P.6 Après les exemples de Cinkassé et de Noépé, pour la fluidité du commerce inter-Etats

**La meilleure pratique d'exploitation du futur Poste juxtaposé de Hillacondji/Sanvee-Condji à l'étude à l'Uemoa**

## **P.3 A la suite de la revue des activités menées en 2018**

# **Des solutions aux insuffisances dans le traitement des maladies tropicales négligées**



Médecin-Colonel Awoussi S. Marcel,  
S.G. du ministère de la santé

P.4 En lien avec le premier axe du PND

**Les jeunes du Togo conviés à découvrir les métiers de la mer**

P.6 Sur fonds de satisfécit du Fonds monétaire sur la gestion des arriérés de la dette

**Le Trésor du Togo entame le 2<sup>ème</sup> trimestre avec près de 400% de confiance des investisseurs**

P.4 Prochain partenariat ambitieux ACP-UE après 2020

**Un accord viable à long terme qui répond aux besoins des citoyens, selon Robert Dussey**

P.3 Pour appuyer les efforts actuels et apporter une plus-value

**Le Tony Blair Institute explore les niches de développement et veut investir dans le secteur de la pêche au Togo**

## AZIMUTS INFOS

## Pourquoi installer un adoucisseur d'eau?

**Le calcaire est l'un des plus grands ennemis de nos équipements ménagers. Pour prévenir les désagréments causés par cette eau qui coule de nos robinets, et que les spécialistes nomment "eau dure", il est conseillé de mettre en place des solutions qui éviteront les dépôts. En installant un adoucisseur d'eau, par exemple.**

Selon l'endroit où nous vivons, l'eau qui coule de nos robinets est plus ou moins douce. Un terme qui ne préjuge pas de sa potabilité. Simplement, lorsque l'eau est chargée en calcium et en magnésium, responsables de la formation du calcaire, on peut dire qu'elle est dure.

Sur le strict plan de la santé, consommer une eau dure -- qui peut avoir un goût de renfermé dû aux dépôts calcaire -- n'a, a priori, pas de conséquences néfastes. Il n'existe d'ailleurs pas, en France, de seuil maximal de concentration en calcium dans l'eau du robinet. Les eaux dures exerceraient même un effet protecteur vis-à-vis de certaines maladies cardiovasculaires.

En revanche, l'eau dure peut être désagréable à notre peau. Surtout si cette dernière est sèche et sensible. Dans ce cas, une eau dure peut être à l'origine de picotements et de tiraillements. Elle peut même aggraver, voire déclencher, des problèmes cutanés comme l'eczéma ou le psoriasis.

Mais là où le bât de l'eau dure blesse vraiment, c'est du côté de nos appareils électriques ménagers. En effet, une eau dure limite l'efficacité des lessives et des savons que nous avons alors tendance à utiliser en plus grande quantité. Résultat : des dépenses et une pollution des eaux accrues. Par ailleurs, lorsque le calcaire se dépose sous forme de tartre dans les canalisations et autres pièces de nos appareils, il peut être responsable d'une baisse d'efficacité, entraînant une augmentation de leur consommation d'énergie, voire d'une panne.

## Un adoucisseur d'eau bien dimensionné pour une meilleure efficacité

Sous réserve qu'elle soit justifiée par une eau très dure et qu'elle soit régulièrement entretenue, l'installation d'un adoucisseur d'eau sur l'arrivée d'eau principale de la maison aide à résoudre ces différents problèmes. Lorsqu'il s'agit réellement d'adoucir l'eau -- et non simplement de limiter les dépôts calcaires --, il faut opter pour un adoucisseur d'eau à résine avec sel. Son principe est simple. L'eau coule à travers des billes de résine chargées en ions sodium (Na+). En chemin, elle laisse derrière elle les ions calcium (Ca2+) et magnésium (Mg2+) dont elle est chargée. Des ions qui échangent littéralement leur place avec les ions sodium.

Lorsque la résine arrive à saturation, elle doit être régénérée. Une opération qui consomme de l'eau. À l'aide d'un réservoir de sel, il faut alors procéder à une inversion de charge. Une saumure -- un mélange de sel et d'eau -- va traverser la résine pour la nettoyer des ions calcium et magnésium. L'eau de lavage est ensuite envoyée dans le réseau des eaux usées.

Dans une maison, l'adoucisseur d'eau doit être dimensionné en fonction de la dureté initiale de l'eau, mais aussi du nombre d'habitants. En la matière, le mieux reste toujours de faire appel aux conseils d'un professionnel.

Où obtenir des informations sur les adoucisseurs d'eau?? Si vous souhaitez obtenir plus de renseignements sur les adoucisseurs d'eau, vous pouvez faire une demande d'information 100 % GRATUITE auprès de professionnels sérieux.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA

Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
Guillaume BOGLA

## Concert

## Le groupe Ilé Olorun et Charl'Ozzo à l'Espace Level ce mardi 9 avril

Dans le cadre de ses activités culturelles, le Goethe-Institut en partenariat avec l'Espace Culturel Level organise une soirée musicale qui sera animée par le groupe Ilé Olorun du Bénin et Charl'ozzo du Togo.

Ilé Olorun est un groupe de musiciens originaire du Bénin. Les membres de cette formation définissent leur musique comme "de la musique de création". Ils évoluent dans un mélange de plusieurs rythmes Africains, de

gospel, et afro-jazz ;

Connu à l'état civil sous le nom de AGBOZO Ayawo, Charl'ozzo est l'une des voix dont le Togo peut être fier. Entré en solo sur la scène musicale du Togo en 2008 avec son opus "Sé", ayant comme titre phare "HORIZON", il a tout de suite su se faire sa place.

Cinq années plus tard, Novembre 2013, changement de look, nouvel album "DELANYA" qui confirme la maturité artistique de



Charl'ozzo. Entre temps l'ingénieur de son n'oublions pas qu'il est suivi par Karlos Danklou.

## Rappel

## Concert de Fofu Skarfo, ce 13 avril

Fofu Skarfo, ou Fofotche, vous invite à découvrir son univers le samedi 13 avril 2019 au concert dédié de son album "13 janvier" à l'Institut Français du Togo. Artiste de deux générations, FOFU SKARFO se définit comme l'un des rares rappeurs togolais à con-

cilier sa musique à l'air du temps tout en gardant son identité. "13 JANVIER" sorti en 2018 est plébiscité par le grand public, et encensé comme l'un des meilleurs albums Hip Hop togolais de ces cinq dernières années.

Sur scène ce 13 avril, il annonce



un magnifique spectacle riche en sons, en images, en mouvements et en émotions, qui retracera son parcours et sa vision artistique.

13 AVR. / 20H00 | SCÈNE DE L'IFT | ENTRÉE : 2.000 FCFA - LOMÉ

## Arts plastiques

## Quand les musées occidentaux visitent "Le modèle noir de Géricault à Matisse"

Le Musée d'Orsay accueille 'Le modèle noir de Géricault à Matisse' jusqu'en juillet, après New York et avant Pointe-à-Pitre. Trois temps - l'abolition de l'esclavage (1794-1848), la Nouvelle peinture (Manet, Bazille, Degas, Cézanne) et les premières avant-gardes du XXe siècle - pour illustrer somptueusement le mot de Bona

Mangangu : "L'art dans sa puissance de transcendance lutte contre les forces qui s'agitent dans les sombres nuits de la conscience. Il résiste contre la mort, bien au-delà de la vie", au fil de son échappée poétique autour de Joseph, le Noir du Radeau de la Méduse bientôt dévoré par le banc d'Arguin.

De la danse avec Salia Sanou

et Germaine Acogny, des textes avec Abd Al Malik (sur l'épéiste de Puvis, ci-dessous) et Marie Ndiaye, une Nuit de Tout-Monde avec Sylvie Glissant, Christiane Taubira, Marie Josée Mondzain, Jacques Coursil, une table ronde autour de Pap Ndiaye avec Alice Diop et Audrey Celestine, une installation de Glenn Ligon...



## Vient de paraître

## Langue : Les drôles de règles du français par l'humour

Le Projet Voltaire est un excellent centre de formation en langue française à distance. D'un très grand niveau, le Projet conduit les participants à une meilleure maîtrise de la langue française tant au niveau orthographique qu'à l'oral. Un des formateurs vient faire publier "Par humour du français!", un livre qui détonne.

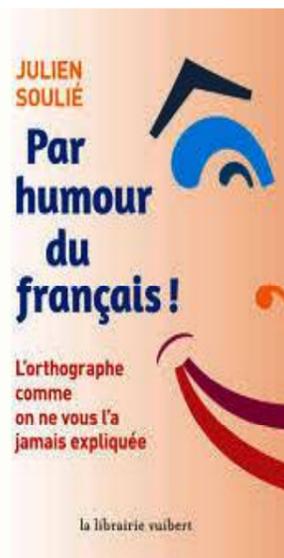
Étymologie, grammaire, orthographe... L'auteur et formateur du Projet Voltaire, Julien Soulié, publie Par humour du français!. Un livre qui nous initie aux bonheurs et aux subtilités de la langue française.

D'habitude, les piqûres soignent

les malades. Mais dans le cas de Julien Soulié, le virus inoculé a eu un effet contraire. Depuis que le professeur et formateur du Projet Voltaire s'est piqué du bacille du subjonctif imparfait, il est devenu un fanatique de la langue française. Non content d'avoir transmis son "etymomania" (comprenez folie pour l'étymologie) à ses élèves du collège, il veut aujourd'hui nous l'injecter à travers un livre. Par humour du français!, (La Librairie Vuibert) est un ouvrage aussi ludique que pédagogique qui se dévore comme une petite boîte de chocolats, à l'arôme parfois bien piquant!

Étymologie, grammaire, orthographe... L'auteur étudie toutes les exceptions et les particularités du français, sans jamais couper à son esprit guilleret. On navigue entre des chapitres intitulés "Adopteunmot.com", "À la recherche des temps perdus" tout en surfant sur des anecdotes alléchantes. Saviez-vous ainsi que le mot "péage" ne vient pas du verbe "payer" mais du latin pedaticum, "droit de passer à pied"? que le terme "forcené" désigne à l'origine celui qui est "hors de son sens" et qu'il n'a ainsi, rien à voir avec celui qui "fait montre de force"?

L'UNION/Le Figaro.



## Liberté d'expression

## La justice russe lève l'assignation à résidence de Kirill Serebrennikov

La justice russe a levé ce lundi l'assignation à résidence du metteur en scène et réalisateur Kirill Serebrennikov (photo

AFP), jugé pour des accusations de détournements de fonds qu'il rejette, rapportent les agences de presse russes. En résidence

surveillée depuis l'été 2017, Serebrennikov est désormais libre de ses mouvements à condition de ne pas quitter le terri-

toire russe, selon la décision prononcée par un tribunal de Moscou.

Pour appuyer les efforts actuels et apporter une plus-value

## Le Tony Blair Institute explore les niches de développement et veut investir dans le secteur de la pêche au Togo

Late Pater

Tony Blair Institute for global change (TBI), à travers sa représentation pays, appuie le Togo avec l'expertise nécessaire dans la mise en œuvre de projets structurants du Plan national de développement. Le 4 avril 2019, son fondateur, Tony Blair, a, une fois encore, effectué une visite de travail au Togo pour renforcer ce partenariat. A l'occasion, l'ancien Premier ministre britannique a rencontré Faure Gnassingbé et animé une séance de travail avec les membres du gouvernement togolais et des représentants du secteur privé sur la mise en œuvre de projets structurants du Plan national de développement (PND 2018-2022).

Au-delà de ce qui paraissait comme une leçon d'initiation à la réussite d'un projet, Tony Blair était aussi au Togo pour explorer des niches de projets de développement. En compagnie des ministres Cina Lawson et Zouréatou Tchakondo Kassa-Traoré, il a visité le village de pêche de Lomé et le nouveau port de pêche. Selon l'ancien dirigeant britannique, les échanges avec les mareyeurs du port de pêche de Lomé et les associations de femmes transformatrices des produits halieutiques de Katanga au port de pêche de Lomé ont été constructifs et «permettront de concevoir un projet de travail plus adapté, destiné à améliorer leurs activités». Son Institut souhaite investir dans ce secteur.



Une vue partielle des officiels à l'ouverture de la réunion

Construit sur un financement du Japon et du Togo estimé à 16 milliards de francs Cfa, le nouveau port de pêche est composé notamment d'un bassin de mouillage pour 300 pirogues, un quai de débarquement long de 200 m, un quai de repos de 204 m, deux cales de halage, une criée, un château d'eau, un bloc administratif, des matériels et équipements d'exploitation (chariots, balances, caisses à poissons, glacières et planches à couper). L'ouvrage répond désormais aux normes requises et contribuera davantage à améliorer les conditions de travail des acteurs à travers la mise en place des infrastructures adéquates de débarquement, de conservation et de vente des produits halieutiques. Grâce à ces réalisations, les acteurs de ce domaine bénéficieront de milliers d'emplois, synonyme de réduction du taux de pauvreté et de création de richesse. Il est prévu, à cet effet, 1 500 emplois aux femmes transformatrices de poissons, 1 500 emplois aux mareyeuses et 3 000 emplois aux

pêcheurs ainsi que 5 000 nouveaux emplois créés directement par le développement des activités connexes des filets tels que le traitement des poissons ; la fabrication et la vente de glaces ; la vente de matériel de pêche ; la restauration ; l'intégration du circuit de commercialisation de la pêche artisanale à l'économie bleue et l'amélioration de la salubrité et de la qualité des produits.

Au Togo, la production totale incluant tous les segments du secteur (pêche maritime, pêche continentale et pisciculture) est d'environ 25.000 tonnes par an alors que la consommation est d'environ 80.000 tonnes par an, avec une consommation annuelle moyenne en poisson estimée à 13 kg par personne. Ainsi, ce déficit en approvisionnement de poissons fait qu'une part importante des produits de la pêche consommée au Togo est importée (plus de 40.000 tonnes) pour satisfaire la consommation nationale. En dépit de sa faible performance, ce secteur demeure important pour le développement

d'une économie bleue, par l'importance de son rôle socioéconomique (filet de sécurité pour les groupes vulnérables), son rôle dans la sécurité alimentaire (protéines animales bon marché) y compris pour les populations éloignées du littoral et des cours d'eau, et pour ses opportunités de développement économiques (rentes et

création d'emplois diversifiés) tant pour les petites exploitations extensives que pour les projets à plus grande échelle et intensifs. A travers la vision décrite dans le PND, le gouvernement entend relever le défi de la diversification des activités économiques dans le secteur de la pêche, notamment développer des activités le long des filières

de pêche pour valoriser les produits et créer de la valeur ajoutée et des emplois, promouvoir la capacité des artisans de pêche pour exploiter les ressources qui sont moins menacées et exploiter les ressources dans de nouvelles zones de pêche où la pression est moins forte.

## A la suite de la revue des activités menées en 2018 Des solutions aux insuffisances dans le traitement des maladies tropicales négligées

Les maladies tropicales négligées sont des infections rencontrées dans les régions au climat tropical ou subtropical. Ces infections touchent principalement les populations les plus pauvres vivant dans des régions rurales reculées, dans des bidonvilles ou dans des régions de conflits. Les enfants sont les cibles les plus vulnérables. Les causes sont l'absence d'eau salubre, les mauvaises conditions de logement et le manque de moyens d'assainissement. Au Togo, elles sont loin de disparaître en dépit de la baisse dans les statistiques. Du coup, des opérations de traitement de masse des maladies tropicales négligées (MTN) ont été organisées, en avril 2018, dans les cinq régions du pays à l'exception de Lomé-commune. La campagne a consisté à administrer aux personnes âgées de 5 ans et plus des médicaments contre les maladies tropicales négligées notamment l'ivermectine contre l'onchocercose, la praziquantel contre les schistosomiasis et l'albendazole contre les vers intestinaux. L'Autorité avait souligné que la prévalence de l'onchocercose a chuté de 5% à -2%, celle des schistosomiasis de 23% à 8% et celle des vers intestinaux de 33% à 11,6%. Tandis que le dracunculose ou le ver de guinée est éradiqué. Et elle ajoutait que, pour leur disparition totale, il faut une mobilisation financière, des hommes, mais également des systèmes de santé qui puissent soutenir toutes les interventions de traitement de ces maladies.

Le suivi des actions est donc obligatoire. Les maladies tropicales négligées étant un problème de santé publique au Togo. Dans cette dynamique de lutte efficace, le ministère de la Santé et de l'hygiène publique, à travers le Programme national des maladies tropicales négligées, a élaboré un Plan stratégique national de mise en œuvre des maladies tropicales négligées pour la période 2016-2020. Lequel Plan sert de document d'orienta-



Médecin-Colonel Awoussi S. Marcel, S.G. du ministère de la santé

tion pour la planification et de cadre de suivi de tous les indicateurs pour l'ensemble des intervenants dans le secteur des maladies tropicales négligées. On en extrait un Plan d'action opérationnel, élaboré chaque année et comportant plusieurs activités. Les traitements de masse, la recherche active des cas et leur prise en charge, la surveillance sentinelle, les évaluations épidémiologiques et les recherches opérationnelles... sont quelques-unes des activités réalisées en 2018. Du 2 au 6 avril 2019 à Kpalimé, comme pour chaque année, une revue nationale des activités de lutte contre les maladies tropicales négligées en 2018 a été organisée. En même temps que la validation du Plan d'action opérationnel pour le traitement de masse 2019 et de micro-planification du traitement de masse intégré contre les maladies tropicales négligées à chimio-thérapie préventive en 2019. Au ministère de la Santé, on indique que la réunion a permis de faire une analyse critique des résultats obtenus, de dégager les forces et faiblesses apparues au cours de la mise en œuvre, et de réfléchir sur les principaux goulots d'étranglement liés à la lutte intégrée contre les maladies tropicales négligées au Togo.

Des insuffisances existent au triple niveau des directions régionales, des directions préfectorales et des formations sanitaires. Entre autres, dans le respect de la cartographie de mise en œuvre des traitements de masse et le remplissage des outils lié au retard dans le démarrage de la supervision,

dans la qualité des données transmises au niveau régional, dans le reconditionnement des intrants à la fin des traitements de masse, dans la promptitude qu'exige la transmission des rapports, dans l'analyse des données avant la validation régionale. Sans oublier la mauvaise qualité des prestations due à une insuffisance de supervision dans les formations sanitaires à forte densité, le manque de médicaments pour prendre en charge gratuitement les effets secondaires lors des traitements de masse, la persistance de la prévalence élevée de l'onchocercose, des schistosomiasis et des géo-helminthiases dans certaines zones malgré de bonnes couvertures thérapeutiques.

Des propositions ont été faites pour l'amélioration des performances dans les interventions. Aussi a-t-il été retenu d'augmenter le nombre de superviseurs pour la mise en œuvre des traitements de masse dans les formations sanitaires à forte densité de population, selon les besoins ; de faire le plaidoyer auprès de l'Unité de gestion du projet GAVI pour le financement de la prise en charge des effets secondaires, de concert avec la cellule de pharmacovigilance ; de mobiliser des ressources additionnelles pour la supervision des acteurs du traitement de masse ; de faire un plaidoyer auprès de l'ONG Aimes-Afrique pour la prise en charge des hydrocèles ; d'appuyer la réunion de pré-validation des données au niveau district ; de faire le suivi des couvertures thérapeutiques dans les villages à forte prévalence d'onchocercose lors du traitement de masse et de l'analyse des données pour planifier les actions devant réduire les prévalences dans ces villages ; de respecter le délai de transmission des rapports techniques de mise en œuvre ; et de reconditionner le reste de chaque intrant restitué en présence des points focaux districts, en tenant compte des numéros de lots.

## Au départ de Lomé et de Lagos, à compter du 15 juin ASKY reconnecte l'Afrique centrale à Johannesburg

ASKY, la compagnie aérienne communautaire d'Afrique de l'ouest, a annoncé le lancement d'une nouvelle ligne à destination de Johannesburg, en Afrique du Sud, tous les jours de la semaine. Ainsi, à compter du 15 juin, la compagnie panafricaine desservira la capitale sud-africaine au départ de Lomé et Lagos, avec une escale, soit à Douala soit à Libreville. Les lundi, mercredi, jeudi et samedi, selon le portail spécialisé NewsAero, la route sera opérée selon le trajet Lomé- Lagos- Libreville-Johannesburg. Le vol KP060 décollera de Lomé à 14h00 pour arriver à Lagos à 16h00, puis quittera à 16h45 pour se poser à Libreville à 18h30. Le départ du Gabon est programmé à 19h20 et l'atterrissage à Johannesburg à 01h15, heure locale. Dans le sens inverse, le vol KP061 partira de l'aéroport international O.R Tambo



à 03h15 pour se poser à Libreville à 07h10. Le vol quittera l'aéroport international Léon Mba à 08h00 pour arriver à Lagos à 09h45. Le départ de l'aéroport international Murtala Mohammed est prévu à 10h30 et l'arrivée à Lomé à 10h30; heure locale.

Les mardi, vendredi et dimanche, la route sera opérée suivant le trajet Lomé- Lagos- Douala -Johannesburg. Le vol KP062 partira de Lomé à 14h00 pour se poser à Lagos à 16h00, puis décollera à 16h45 pour arriver à Douala à 18h20. Le vol quittera le sol camerounais à 19h00 pour atterrir à Johannesburg à 01h15, heure locale. Dans le sens inverse, le vol

KP063 décollera de l'aéroport international O.R Tambo à 03h15 pour arriver à Douala à 07h30 puis partira à 08h10 pour atterrir à Lagos à 09h45. Le départ du Nigeria est programmé à 10h30 et l'arrivée à l'aéroport International Gnassingbé Eyadéma à 10h30, heure locale.

Cette nouvelle desserte entre les deux villes d'Afrique centrale et Johannesburg sera opérée sans concurrence en Boeing 737-800 configurée en 16 sièges en classe Economie. ASKY, occupe ainsi un marché abandonné par South African Airways depuis janvier 2018.

Prochain partenariat ambitieux ACP-UE après 2020

## Un accord viable à long terme qui répond aux besoins des citoyens, selon Robert Dussey

Late Pater

Le 4 avril 2019, lors de la troisième réunion des négociateurs en chef ACP et UE à Ndjamena au Tchad, les négociateurs en chef ont souligné les progrès accomplis et lancé la phase suivante des négociations. À terme, cette nouvelle étape aboutira à la création de piliers sur mesure pour chaque région, lesquels figurent parmi les nouveautés qui seront introduites dans le futur accord ACP-UE.

Le négociateur en chef de l'UE, le commissaire chargé de la coopération internationale et du développement, M. Neven Mimica, a tenu aujourd'hui les propos suivants à N'Djamena, au Tchad : «La rédaction du texte de base avance bien, et nous sommes à présent ravis de nous engager dans une nouvelle voie avec la négociation des piliers UE-Afrique, UE-Caraïbes et UE-Pacifique. Non seulement ces piliers stimuleront notre coopération en lui insufflant une nouvelle dynamique, mais ils nous permettront aussi, en fin de compte, d'accroître nos réalisations en apportant une réponse adaptée aux besoins et aux défis propres à chaque partenaire».

Le négociateur en chef des pays ACP et président du groupe central de négociation ministériel, qui est également le ministre togolais des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine,



M. Robert Dussey, a, quant à lui, déclaré : «*Nous avons fait le bilan des négociations lancées il y a six mois. Je suis heureux de pouvoir signaler que des progrès considérables ont été accomplis et que nous continuons de nous appliquer à faire en sorte que l'accord soit viable à long terme et réponde aux besoins des citoyens en nous attaquant aux défis mondiaux actuels et émergents.*

Tandis que le processus de rédaction suit son cours, l'UE et les pays ACP poursuivent les consultations relatives aux piliers régionaux avec chaque région. Comme l'a montré le dialogue de haut niveau avec les dirigeants du Pacifique le 26 février, ces consultations offrent un espace privilégié pour approfondir la discussion sur les besoins et les priorités de chaque région. Des réunions similaires avec les partenaires des Caraïbes et d'Afrique doivent avoir lieu prochainement.

L'accord de Cotonou régissant actuellement les relations entre l'UE et les pays ACP arrivera à

échecance en 2020. Les négociations en vue d'un nouveau partenariat entre les pays ACP et l'UE ont été lancées à New York le 28 septembre 2018 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les deux premières séries de négociations ont principalement porté sur le socle commun au niveau UE-ACP. Ce socle regroupe les valeurs et les principes autour desquels se rassemblent l'UE et les pays ACP. Il indique également les domaines stratégiques prioritaires dans lesquels les deux parties envisagent de travailler ensemble à titre prospectif. Outre ledit socle, le futur accord comportera également trois piliers régionaux orientés vers l'action, chacun d'entre eux se concentrant sur les besoins propres à une région. L'UE et les pays ACP chercheront, dans le cadre du futur partenariat, à renforcer leur coopération politique sur la scène internationale. Ensemble, ils représentent plus de la moitié de l'ensemble des pays membres des Nations Unies et plus de 1,5 milliard de personnes.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre

## Les banques du Togo prêtent près de 100 milliards la dernière semaine de mars

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 26 mars au 1er 2019, des prêts à hauteur de 90,700 milliards, et des emprunts à 77,200 milliards. Ceci participe des activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, des prêts et des emprunts en équilibre à 576,200 milliards, d'après le Service du marché monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao).

Les prêts au Togo sont, pour la plupart, à deux semaines pour 42,000 milliards, et à une semaine pour 35,700 milliards. A l'échéance d'une semaine, le taux moyen pondéré s'est situé à 4,92%. Les taux minimum et maximum sont fixés à 2,50% et à 6,75% respectivement. A deux semaines, ces taux sont à 5,24%, à 5,00% et à 6,50%.

En termes de prêts, les établis-

sements du Burkina Faso et du Sénégal enregistrent 164,900 milliards et 136,200 milliards respectivement, dont 76,000 milliards à un jour pour le Burkina. Aux taux respectifs de 5,08%, 4,50% et 6,10%. Le Bénin et la Côte d'Ivoire font 71,000 milliards et 67,800 milliards. Le Niger enregistre 37,800 milliards. La Guinée-Bissau n'enregistre que des emprunts.

En termes d'emprunts, les établissements du Bénin et du Sénégal font 138,500 milliards et 103,700 milliards respectivement, dont 33,000 milliard à un mois pour le Bénin. Aux taux respectifs de 4,15%, 3,50% et 6,50%. La Côte d'Ivoire et le Mali font 99,800 milliards et 61,900 milliards ; dont 2,500 milliards à trois mois pour le Mali. Aux taux de 4,26%, 3,70% et 6,50%. Le Burkina Faso fait 55,000 milliards ; dont 3,000 mil-

liards à six mois. Aux taux de 5,00%, 3,50% et 5,50%. Le Niger et la Guinée-Bissau enregistrent 33,800 milliards et 6,300 milliards respectivement.

D'après la Banque centrale, une légère baisse du volume des transactions a été enregistrée au cours du mois de février 2019. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 453,8 milliards en février 2019, contre 464,8 milliards en janvier 2019, soit un repli de 2,4%. Le taux moyen pondéré de ces opérations est ressorti à 4,99%, contre une réalisation de 5,17% un mois plus tôt. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a diminué de 1,1% pour s'établir à 354,3 milliards et le taux d'intérêt moyen sur ce guichet est ressorti en baisse à 4,96%, contre 5,16% le mois précédent.

En lien avec le premier axe du PND

## Les coopérations allemande et Les jeunes du Togo conviés à découvrir les métiers de la mer

L'ambition du gouvernement togolais de faire du port de Lomé un hub logistique d'envergure s'est traduite dans son ambitieux plan développement (2018-2022) lancé officiellement le mois dernier à Lomé. Il s'agit principalement de tirer profit des atouts que confère la position stratégique du pays.

Eric J.

Grâce aux réformes entreprises depuis quelques années, la place portuaire de Lomé est devenue la plus compétitive dans la sous-région si on en croit le rapport de la 5<sup>e</sup> édition de l'étude du cabinet néerlandais Dynamar, qui fait du PAL "la principale plate-forme à conteneurs d'Afrique de l'Ouest".

Selon Stanislas Baba, le coordonnateur du Haut Conseil de la Mer, devenu un hub avec tous ses atouts, le Port autonome de Lomé, PAL, peut être le noyau, le pivot de système de transport qui peut collecter, trier et réexpédier des flux de marchandises et de personnes en vue de les redistribuer à un niveau infra. Pour lui, la mise en place de ce hub sera une place de production de services qui va générer des emplois divers. Mais, tout comme dans d'autres domaines qui constituent de nouveaux pôles de développement, la question des compétences dédiées se pose.

En effet, la nécessité actuelle de l'adéquation entre les nouvelles offres de formations et le marché de

l'emploi est de plus en plus prise en compte dans les politiques publiques. Dans la dynamique enclenchée ces dernières années par les autorités publiques du Togo pour la promotion de l'économie bleue, c'est un large champ de recherche de compétence en tout genre qui va s'ouvrir dans bien de domaines comme l'aquaculture, la navigation, l'économie maritime, l'océanographie, les transformations des produits de la mer, l'ingénierie marine ou encore la construction navale. Le Togo veut donc préparer sa jeunesse à être prête au moment opportun.

Ainsi donc des journées portes ouvertes sur les métiers de la mer vont se tenir du 16 au 18 avril prochain sur le campus de l'Université de Lomé, une initiative du ministère des infrastructures et des transports et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. On renseigne que ce sont la direction des affaires maritimes, la présidence de l'université de Lomé à travers l'Institut des Métiers de la Mer (I2M), les instituts et écoles de formations invités du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de

France, ainsi que les professionnels du secteur qui se chargeront des partages des expériences à travers des thèmes portant sur les métiers de la mer et les opportunités de formation au Togo et dans la sous-région, les missions des affaires maritimes et l'application du code ISPS (International Ship and Port Facility Security qui signifie en français Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires) dans les installations portuaires au Togo.

Les pratiques de pêche maritimes et les opportunités d'emplois, la contribution des riverains de la côte au développement du tourisme balnéaire, la recherche scientifique dans le domaine maritime, le droit maritime, le transport maritime, la manutention vont figurer en bonne place des discussions lors de ces journées portes ouvertes. Elles seront donc une occasion pour les pouvoirs publics de préparer les jeunes étudiants togolais à s'intéresser aux métiers de la mer et explorer le vaste et varié domaine des débouchés du secteur.

## Les Administrateurs du Groupe ont décidé pour compter de ce mardi 09 avril David Malpass comme 13<sup>e</sup> président de la Banque mondiale

Les Administrateurs de la Banque mondiale ont décidé à l'unanimité, le vendredi 05 avril dernier, de nommer David R. Malpass au poste de président du Groupe de la Banque mondiale pour un mandat de cinq (5) ans à compter de ce mardi 9 avril 2019. Le Conseil des administrateurs a exprimé sa profonde reconnaissance à la présidente par intérim, Kristalina Georgieva, pour le dévouement et le leadership dont elle a fait preuve durant ces derniers mois. Les Administrateurs ont suivi la procédure de sélection convenue en 2011. Cette procédure, suivant un communiqué de presse, comporte plusieurs volets : un système de candidature ouvert selon lequel n'importe quel administrateur ou gouverneur (par l'intermédiaire d'un Administrateur) peut soumettre la candidature de tout ressortissant d'un État membre de la Banque, puis l'organisation d'un entretien exhaustif entre le candidat David R. Malpass et les administrateurs. Le Conseil des Administrateurs travaillera avec M. Malpass à la mise en œuvre de la Vision (a) du

Groupe de la Banque mondiale et de l'accord sur le capital tel qu'il est défini dans le Document sur le financement durable du développement durable (b), souligne le communiqué.

M. Malpass a précédemment exercé les fonctions de sous-secrétaire chargé des affaires internationales au Trésor américain. À ce titre, il a représenté les États-Unis sur la scène internationale à l'occasion de divers événements : réunions du G7 et du G20 à l'échelon des adjoints des ministres des Finances ; Assemblées annuelles et Réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI ; réunions du Conseil de stabilité financière, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de la Société américaine de promotion des investissements privés à l'étranger (OPIC).

En tant que sous-secrétaire, M. Malpass, a joué un rôle crucial dans plusieurs grandes réformes et initiatives concernant le Groupe de la Banque mondiale, notamment la récente augmentation du capital de la Banque internationale pour la

reconstruction et le développement (BIRD) et de la Société financière internationale (IFC). David R. Malpass, en outre, a contribué à faire progresser l'Initiative sur la transparence de la dette — adoptée par la Banque mondiale et le FMI —, dont l'objectif consiste à accroître la publication d'informations sur la dette en vue de réduire la fréquence et la gravité des crises d'endettement.

Avant d'être nommé sous-secrétaire au Trésor, M. Malpass a travaillé comme économiste international et a fondé un cabinet de recherche macroéconomique à New York. Auparavant, il avait exercé les fonctions de *Deputy Assistant Secretary of the Treasury* chargé des pays en développement et de *Deputy Assistant Secretary of State* délégué aux affaires économiques latino-américaines. À ces postes, il s'est concentré sur un éventail de questions économiques, budgétaires et diplomatiques, notamment la participation des États-Unis aux activités des institutions multilatérales, dont la Banque mondiale.

OMNISPORTS/9EME FORUM INTERNATIONAL DES ATHLETES

## Le plus grand forum de l'histoire des athlètes

Le CIO voit grand. Son 9ème Forum international des athlètes, organisé du 13 au 15 avril 2019 à Lausanne, dépassera largement en taille l'édition 2017. En invitant pour la première fois les commissions des athlètes des 206 comités nationaux olympiques, l'événement devrait rassembler dans la ville suisse environ 300 participants.

**Hervé A.**

Les commissions des athlètes des 206 Comités Nationaux Olympiques ont été invitées pour la première fois à participer au Forum aux côtés de leurs homologues des Fédérations Internationales, de l'Agence Mondiale Antidopage (AMA), des comités d'organisation des Jeux Olympiques, des associations continentales et du Comité International Paralympique (IPC), faisant de l'édition 2019 la plus grande jamais organisée.

Durant la réunion, les participants auront des discussions ouvertes. Ils auront également l'occasion de poser leurs questions aux membres de la commission des athlètes du CIO ainsi qu'au président du CIO, Thomas Bach, et d'examiner dans le détail de nombreux sujets lors de sessions plénières, séances parallèles et tables rondes.

La stratégie de la commission des athlètes du CIO, lancée en novembre 2017 à l'occasion du 8e Forum international des athlètes, sera un des

thèmes abordés, de même que la Déclaration sur les droits et responsabilités de l'athlète, un document élaboré en même temps et approuvé par la Session du CIO en octobre 2018. Parmi les autres sujets, citons le soutien apporté par le CIO aux athlètes, la lutte contre le dopage, la protection et la santé mentale des athlètes.

"Le monde des athlètes est complexe et fait face à différents besoins et enjeux dans de nombreux domaines. Le 9e Forum international des athlètes nous donnera une chance de nous écouter les uns les autres, d'avoir des discussions constructives sur des sujets essentiels et d'apprendre ensemble de nos expériences", a déclaré Kirsty Coventry, la présidente de la commission des athlètes du CIO. "Les avis des athlètes sont précieux et je pense que le fait de pouvoir compter cette année sur la présence des commissions des athlètes des CNO, aux côtés de tous les autres participants, assurera un échange de vues



encore plus varié et efficace".

Le Forum international des athlètes sera aussi l'occasion de responsabiliser davantage les représentants des athlètes afin qu'ils dirigent mieux leurs commissions des athlètes et soient plus conscients de l'influence qu'ils peuvent avoir sur le mouvement sportif.

Placé sous le thème "Olympiens pour la Vie", le Forum mondial des olympiens portera essentiellement sur le renforcement des ANO et sur la célébration des olympiens au sein du Mouvement olympique, en soulignant leur rôle essentiel en tant

qu'ambassadeurs des valeurs olympiques.

Les olympiens présents participeront à des ateliers, à un "Grants Challenge" et à des sessions qui visent à développer leurs compétences et à leur fournir les outils nécessaires pour qu'ils puissent devenir des ambassadeurs efficaces du Mouvement olympique et remplir leur rôle en répondant aux besoins des olympiens à tous les stades de leur vie. Le président du CIO, Thomas Bach, participera aussi à une séance de questions-réponses lors du Forum mondial des olympiens.

## La CAF dément pour les chapeaux

Dans l'attente du tirage au sort, de la phase finale de la CAN 2019, qui aura lieu vendredi, de nombreux sites et réseaux sociaux ont relayé les quatre supposés chapeaux censés être utilisés pour l'occasion. Face à ces rumeurs, la Confédération africaine de football (CAF) a publié un démenti et répété, comme elle l'a dit à Afrik-Foot.com la semaine dernière, que les chapeaux n'ont pas encore été dévoilés à l'heure actuelle. "Suite à de nombreux articles parus dans la presse concernant la procédure de tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations Total 2019, la Confédération Africaine de Football rappelle que toute communication officielle des compétitions CAF émane seulement du site web cafonline.com. Conformément aux statuts et règlements de la CAF, la procédure pour le tirage au sort de la CAN Total, Egypte 2019 sera présentée à la Commission d'Organisation de la CAN et validée par le Comité Exécutif.

La CAF n'est pas responsable des supputations parues ou à paraître dans les médias. Un communiqué officiel sera publié sur le site de la CAF dès la validation de la procédure par le Comité Exécutif."

## Jürgen Klopp heureux à Liverpool

Annoncé au Bayern Munich, Jürgen Klopp a tapé du poing sur la table et fait de jolies annonces concernant son avenir.

Après sept ans passés au Borussia Dortmund, puis sept années à Mayence, soit donc 14 ans en tant qu'entraîneur en Bundesliga, Jürgen Klopp a débarqué en Angleterre, à Liverpool en octobre 2015. Depuis ? Les résultats sont bons : quatrième lors des deux saisons qu'il a commencées, il est, cette saison, en train de disputer jusqu'au bout du bout le titre de champion de Premier League.

Sur la scène européenne, c'est du tout bon aussi. Une finale de Ligue des Champions perdue contre le Real Madrid (1-3) en 2018. Cette année, les Reds affronteront Porto ce mardi en quart de finale aller de la Ligue des Champions. On se demande donc jusqu'à quand l'idylle pourrait durer. Le technicien a répondu le plus simplement du monde et devrait donc ravir les supporters des Reds.

"J'ai un contrat à Liverpool jusqu'en 2022. Personne ici n'a le sentiment que nous devrions y mettre un terme, ni le propriétaire ni de mon côté. Je ne sais pas (à propos de la fin de son séjour à Liverpool, ndr). Il y a un long chemin à parcourir. Fondamentalement, le football est comme ceci : l'opportunité doit être bonne et le moment bien choisi", a-t-il expliqué au journal allemand Die Welt.

## Le plan du Real Madrid pour Hazard

Le Real Madrid se prépare à un mercato estival pour le moins agité. Le club présidé par Florentino Pérez devrait effectivement enregistrer l'arrivée de plusieurs grands noms, et la presse espagnole y va de bon train concernant les potentiels renforts madrilènes. De nombreux noms font ainsi la une des journaux de l'autre côté des Pyrénées, à l'image de Paul Pogba, Eden Hazard, Sadio Mané, Kylian Mbappé ou Neymar. Du beau monde, mais c'est surtout sur le Belge que les dirigeants madrilènes concentrent leurs efforts en ce moment.

Comme l'explique le quotidien AS, le club veut financer l'arrivée du Belge uniquement avec la vente de joueurs, et les fonds présents dans les comptes du club seraient utilisés pour d'autres opérations. Ce dimanche, Sky Sports évoquait un prix de 116 millions d'euros pour le Belge. Le Real Madrid compte ainsi vendre deux joueurs pour s'approcher de cette quantité. Le premier sera d'ailleurs un coéquipier d'Hazard : Mateo Kovacic. Prêté chez les Blues cette saison, il n'entre pas dans les plans de Zidane et le Real Madrid estime son prix à 50 millions d'euros. Chelsea souhaite le confirmer, mais la sanction du club pourrait conditionner l'avenir du Croate, qui pourrait donc aussi poursuivre sa carrière loin de Londres.

L'autre joueur qui devrait être vendu pour un joli montant n'est autre que James Rodriguez, lui aussi prêté actuellement, au Bayern. Son avenir reste flou, comme les intentions du Bayern Munich, qui aura le dernier mot dans ce dossier avec son option d'achat qui s'élève à 42 millions d'euros. Avec la vente de ces deux joueurs, le champion d'Europe en titre espère donc toucher une somme s'approchant du prix à payer pour Eden Hazard, avant de s'attaquer aux autres dossiers chauds du mercato, comme Paul Pogba...

FOOTBALL FEMININ

## Des stars africaines s'exilent en Chine

Le championnat chinois de football, qui attire de plus en plus de stars en raison des importants moyens financiers des clubs de ce pays asiatique, est la nouvelle destination à la mode pour les internationales africaines également.

La Ghanéenne Elizabeth Addo, qui a décidé de rejoindre l'équipe de la Super League chinoise, Jiangsu Suning, est la dernière africaine en date à rejoindre ce championnat. Agée de 25 ans, elle a si-

gné un contrat d'un an en faveur du club basé à Nanjing en tant qu'agent libre, après avoir quitté les États-Unis, Seattle Reign en l'occurrence, en février dernier.

La Ghanéenne est devenue la cinquième joueuse africaine à intégrer la Super League féminine chinoise cette année après la Nigérienne Francisca Ordega et les deux joueuses sud-africaines Linda Motlhalo et Thembi Kgatana.

Elle retrouve aussi l'attaquante malawite Tabitha Chawinga, an-



cienne sociétaire de Kvarnsvedens, un club suédois. Contrairement à la Ghanéenne

et à la Malawite, les trois joueuses citées plus haut vont prendre part à la Coupe du monde féminine qui aura lieu en France avec leur sélection, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

La 3e sélection africaine qualifiée pour le Mondial français en 2019 est le Cameroun, médaillé de bronze de la CAN féminine 2018 jouée au Ghana. Les Lionnes Indomptables sont d'ailleurs actuellement en Chine où elles préparent la prochaine Coupe du monde de football féminin.

LIGUE DES CHAMPIONS

## Mahrez : "Gagner serait vraiment incroyable"

Avant d'affronter Tottenham en quart de finale de Ligue des champions, l'ailier des Skyblues se veut ambitieux pour la fin de saison.

Manchester City se déplace à Londres ce mardi pour y défier Tottenham en quart de finale aller de la Ligue des champions (21h). Les hommes de Pep Guardiola sont encore engagés dans la course à un improbable quadruple Ligue des champions, Premier League, Cup et League Cup à un mois et demi de la fin de la saison.

Arrivé l'été dernier en provenance de Leicester contre près de 70 millions d'euros, Riyad Mahrez n'a pas toujours été beaucoup utilisé par son entraîneur espagnol depuis le début de la saison (26 matches de championnat dont 13 titularisations, 6 buts). Champion d'Angleterre en



2016 avec les Foxes puis quart-finaliste de la Ligue des champions la saison suivante, l'international algérien espère revivre ce type d'émotions cette saison avec les Citizens.

"J'ai beaucoup de souvenirs de la Ligue des champions de l'époque où Barcelone brillait", a-t-il déclaré sur le site internet du club. "J'ai toujours rêvé de la

jouer, j'ai déjà atteint les quarts de finale avec Leicester [en 2017, défaite contre l'Atlético : 0-1, 1-1], maintenant j'espère que nous pourrons aller en demi-finale et en finale."

"Gagner ce titre ce serait vraiment incroyable. J'ai toujours voulu gagner ce type de compétitions et si ce n'est pas cette année, je pense que ce sera

l'année prochaine", poursuit-il. "Nous devons d'abord battre Tottenham en championnat, puis nous verrons la suite en Ligue des champions." En cas de qualification, les coéquipiers de Sergio Aguero seront opposés au vainqueur du duel entre l'Ajax d'Amsterdam et la Juventus en demies.

"Pour être honnête, il est normal que cela vous vienne à l'esprit, vous pouvez gagner la Ligue des Champions et la Premier League mais vous pouvez aussi tout perdre." En championnat, Liverpool compte deux points d'avance avec un match joué en plus. Pep Guardiola a déjà estimé que s'ils voulaient conserver leur titre, les Skyblues n'avaient plus le droit de perdre des points d'ici la fin de la saison.

## A la 44ème session de son Conseil d'administration au Maroc Le PND et les réussites économiques du Togo exposés à la BID à Marrakech

Jean AFOLABI

La 44e réunion annuelle du Groupe de la Banque islamique de développement (BID) s'est déroulée vendredi et samedi à Marrakech, au Maroc, en présence du ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances, qui s'est fait le devoir de mettre en avant les avancées économiques réalisées par le Togo et les grandes lignes des projets de développement du pays, en rapport avec son Plan national de développement (PND) sur la période 2018-2022. «*Depuis une dizaine d'années, le Togo bénéficie d'un cadre macroéconomique stable avec un taux de croissance moyen supérieur à 5%. L'inflation est maîtrisée à moins de 2% et le déficit budgétaire a été considérablement réduit pour être en dessous de la norme communautaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) qui est de 3% du PIB ces deux dernières années dans le contexte du programme triennal conclu en mai 2017 avec le Fonds monétaire international et soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC) dont les trois premières revues ont été positives et la quatrième qui vient juste de s'achever le sera également nous l'espérons*», a déclaré le ministre Yaya à son intervention samedi.

Pour Sani Yaya, ces résultats illustrent «*le ferme engagement et la grande discipline dont fait preuve le gouvernement dans la gestion de ses finances publiques*». Le gouvernement, précise-t-il, est résolument engagé, en effet, dans une politique vertueuse de réformes, d'assainissement de ses finances publiques, de consolidation budgétaire et de stabilisation de son cadre macroéconomique ainsi que de maîtrise de son endettement. Et le ministre de donner des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. En février 2019, le taux d'endettement a été ramené à 70,7% et devrait descendre en 2019 sous la barre de 70% du PIB, en conformité avec la norme communautaire de l'UEMOA.

A la tribune de la BID, le ministre Yaya a exposé les grandes lignes du Plan national de développement (PND) sur la période 2018-2022. «*Ce plan, qui sert désormais de cadre de référence pour la politique de développement, est un ambitieux projet quinquennal de transformation profonde de l'économie togolaise dont la mise en œuvre nécessitera un financement d'environ 8,3 milliards de dollars avec une contribution de 65% du secteur privé*», a-t-il souligné. Et de remercier la Banque



Sani Yaya lors de son intervention samedi à la tribune de la BID

islamique de développement pour son appui. Il s'est dit certain de pouvoir compter sur l'appui financier et technique de la Banque pour mener à bien le PND.

La 44e réunion annuelle du Groupe Banque islamique de développement (BID) s'est achevée samedi 6 avril à Marrakech. Tenu cette année sous le thème «*la transformation dans un monde en mouvement: un cheminement vers les Objectifs Durables de Développement*», elle est l'occasion pour les représentants des Etats membres de décortiquer les quatre piliers essentiels du plan quinquennal de la Banque, à savoir «*les partenariats public-privé*», «*la science, la technologie et l'innovation*», «*la chaîne de valeur mondiale*» et «*la finance islamique*». A l'ouverture de cette ses-

sion, le président du groupe, Bandar Hajjar, a exposé sa nouvelle vision pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) et le rôle que la Banque peut jouer à cet effet. Une série d'événements parallèles, traitant de différentes thématiques déclinées du thème central de la réunion, figurait aussi au programme.

La BID accompagne le Togo dans ses projets de développement. Elle a accordé en avril 2018 un prêt de vingt-deux (22) millions de dollars destiné à épauler la CEET – Compagnie énergie électrique du Togo –, la compagnie publique d'électricité. Vingt (20) millions de dollars ont également été fournis pour appuyer la microfinance, pointé-on au ministère de l'Economie et des finances.

## Sur fonds de satisfécit du Fonds monétaire sur la gestion des arriérés de la dette Le Trésor du Togo entame le 2ème trimestre avec près de 400% de confiance des investisseurs

Sur un montant sollicité de 20 milliards de francs Cfa en Obligations assimilables du Trésor (OAT), sur une période de 3 ans, le Trésor public du Togo est parvenu à décrocher le vendredi 05 avril jusqu'à 77,239 milliards, équivalent à 386,19% de taux de couverture du montant mis en adjudication. Un résultat bien au-delà des attentes que le marché régional semble attribuer aux belles performances évoquées la semaine dernière au sujet de l'économie togolaise par une mission du Fonds monétaire international (Fmi).

Sur le montant enregistré, le Trésor du Togo n'a retenu que 22 milliards pour le financement des actions du gouvernement. Le remboursement de ces obligations se fera le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement In Fine). Le paiement des intérêts se fera à un taux de 6,25% l'an dès la première année.

L'échéance est en effet attendue le 11 mars 2022 à compter de la date de valeur de l'opération du 08 avril 2019. Les soumissions retenues proviennent du Togo pour 8,5287 milliards, du Burkina Faso pour 6,880 milliards, de la Côte d'Ivoire pour 2,193 milliards, du Bénin pour 2,180 milliards, et du Sénégal pour 2,158 milliards.

Il faut rappeler que le Togo vise 115 milliards ce deuxième trimestre sur le marché financier régional, en 75 milliards de francs pour les Obligations et en 40 milliards pour les Bons. Le premier trimestre de cette année s'est soldé par une mobilisation de 85,188 milliards, sur 95 milliards de prévus.

D'après le Fonds monétaire, le 02 avril dernier au sujet du Togo: «*Les réformes budgétaires structurelles et les autres programmes de réforme progressent. Les autorités ont poursuivi les efforts d'apurement des arriérés pour un montant de FCFA 65 milliard en*

## Après les exemples de Cinkassé et de Noépé, pour la fluidité du commerce inter-Etats La meilleure pratique d'exploitation du futur Poste juxtaposé de Hillacondji/ Sanvee-Condji à l'étude à l'Uemoa

Jean AFOLABI

L'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), dont fait partie le Togo et sept (7) autres Etats, envisage de lancer l'étude pour l'identification du mode de gestion et du financement des opérations du Poste de contrôles juxtaposés (PCJ) de Hillacondji/Sanvee-Condji à la frontière du Bénin et du Togo. L'idée, d'ici à la fin de l'année en cours, est de mener des études techniques détaillées afin d'aboutir à l'élaboration des dossiers, notamment d'appel d'offres (DAO), pour la réalisation des travaux de construction du poste. De façon spécifique, il s'agit entre autres : i) d'analyser les modes de gestion des PCJ déjà mis en service, à savoir celui de Cinkassé et son confrère de Noépé, et de mettre en exemple les meilleures pratiques ; ii) de définir le mode de gestion approprié pour l'exploitation future du site des PCJ de Hillacondji/Sanvee-Condji ; iii) de proposer les modalités de financement des opérations de fonctionnement du site ; iv) d'élaborer le cas échéant un projet de convention de concession et son cahier de charges y relatif ; v) d'élaborer les dossiers de consultation pour le mode de gestion choisis.

Pour rappel, pour ce qui est du PCJ de Cinkassé, opérationnel depuis juin 2010, il est un emplacement aménagé et équipé, situé du

côté togolais de la frontière entre les deux pays, qui est désormais utilisé en commun par les services de contrôle aux frontières desdits Etats pour effectuer les opérations de contrôle frontalier. Ainsi, au départ de Lomé, au lieu de se soumettre aux tracasseries douanières et policières, une fois du côté togolais, et une seconde fois du côté burkinabé, avant de poursuivre sa route, toutes les formalités se traitent en une seule fois. Il en est également ainsi au retour. Une sorte de

20 ans.

Aujourd'hui que, dans le cadre du Projet multinational Bénin/Togo de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan-Lagos, Phase 1, les gouvernements du Bénin et du Togo ont bénéficié d'un don et d'un prêt, pour le premier, et d'un don, pour le second, auprès du Fonds africain de développement pour financer le coût de construction du postes de contrôles juxtaposés de Hillacondji/Sanvee-condji, à



Le Poste de contrôles juxtaposés de Cinkassé

guichet unique pour les transporteurs routiers. L'objectif clairement affiché par l'UEMOA est de soigner, tant soit peu, les maux qui entravent la bonne marche des échanges inter-Etats et freinent la croissance économique entre des pays membres d'une même union. D'un coût total d'environ 7 milliards de francs Cfa, le PCJ de Cinkassé a été financé, construit et équipé par la société Scanning Système, de droit ivoirien, dont il est confié la gestion de concession pour une durée de

leur frontière commune. Après la phase de dédommagement et de relocalisation, à l'instar de ce qui avait été fait à Aného par la Banque mondiale au moment d'élargir la voie menant à la frontière, il va falloir démolir les bâtiments et diverses infrastructures existants, et construire divers bâtiments : bloc administratif (bâtiment de deux niveaux sur 2.156 m<sup>2</sup>, brigade des douanes sur 382 m<sup>2</sup>, zone d'inspection des camions sur 1.017 m<sup>2</sup>, entrepôt de douane sur 575 m<sup>2</sup>, poste de contrôle d'entrée sur 31 m<sup>2</sup>, cinq blocs sanitaires sur 172 m<sup>2</sup>, salles de contrôle pont bascule et scanner sur 19 m<sup>2</sup>, bâtiment service incendie sur 249 m<sup>2</sup>, local pour groupe électrique et maintenance sur 90 m<sup>2</sup>, bâtiment des services commerciaux sur 355 m<sup>2</sup>, bâtiment des services de santé sur 400 m<sup>2</sup>, zone de contrôle piétons sur 51 m<sup>2</sup>, local de contrôle vétérinaire sur 12 m<sup>2</sup>, abri pour conducteurs poids lourds sur 14 m<sup>2</sup>, abri pour piétons et autres sur 50 m<sup>2</sup>); d'importants travaux extérieurs comportant principalement des voiries pour la desserte du poste et de réseaux divers, notamment les voies pour bus, véhicules légers et camionnettes de transport de marchandises, les voies pour véhicules poids lourds, le parking pour véhicules poids lourds et camions citernes, les voies et parkings pour camionnettes, la clôture de sécurité en blocs de béton et clôture intérieure grillagée, et un vaste réseau d'alimentation et de distribution d'énergie électrique, d'eau, de téléphone.

D'après la stratégie retenue, l'Etat entend recourir aux emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels à concurrence de 60%, et aux emprunts intérieurs à hauteur de 40% pour une maturité allant de 5 à 10 ans. Les principaux créanciers cibles sont : la Banque ouest africaine de développement, la Banque africaine de développement, l'IDA, le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement, l'Eximbank Chine et l'Eximbank Inde, etc.

## Métier

# Ces femmes qui bravent tous les dangers pour assurer le quotidien

Etonam Sossou

**Fabiola, Didi, Falonne, trois prénoms, trois personnages, trois villes d'origines, trois services et trois premières énigmes à déchiffrer dans le décryptage de ces « belles gazelles » de la nuit. « Dans le milieu, il faut être stupide pour s'exposer au-delà du perceptible », Fabiola. Ces trois filles ont une chose en commun, la fausseté de leurs prénoms. Aucune d'elle n'utilise sa vraie identité : « c'est comme ça dans notre boulot », Didi. « C'est une protection et une manière pour nous de se cacher car beaucoup sont dans ce métier à l'insu de tous », Falonne. D'où viennent**

**toutes ces demoiselles, accueillantes ou pas du tout, qui nous servent à boire dans les débits de boisson ?**

Dans le milieu, elles sont réparties en deux catégories : les serveuses ordinaires et celles qu'on appelle affectueusement dans le jargon « en même temps est mieux », c'est-à-dire celles qui usent du travail de serveuse comme prétexte pour pratiquer la prostitution. Fabiola, Didi, Falonne sont dans la première catégorie. « Tout le monde pense qu'être serveuse dans un bar est synonyme de prostitution, je ne fais pas ce métier et je ne le ferai jamais », s'insurge Didi. « Certaines de mes collègues sont tombées dans ce

piège, mais moi non », précise-t-elle. Cette virtuose de la nuit est originaire de Kpalimé, une ville située à 120km de Lomé. Elle est serveuse à Lomé depuis maintenant 6 mois après avoir pratiqué le petit commerce et travaillé dans quelques kiosques à café de sa ville natale.

Fabiola est une fille mère originaire d'Anié. Elle est arrivée à Lomé après un détour par Atakpamé. Elle y a travaillé pendant 4 mois dans une boîte de nuit. C'est grâce au gérant de cet établissement qui a été débauché par une autre boîte de nuit, que Fabiola a connu Lomé où elle officie dans le même domaine.

Falonne, a grandi à Kéta au Ghana. C'est la plus expérimentée

et la plus âgée des trois. Elle a travaillé d'abord à Accra avant de prendre son envol à la conquête des « points chauds » de la sous-région ouest-africaine. Après un passage à Abidjan et à Cotonou, elle a déposé ses valises, « pour le moment », à Lomé depuis maintenant dix mois. « Je ne me plains pas trop dans ce métier, j'arrive à m'en sortir et à subvenir à quelques besoins de ma famille au pays ». Moulée dans une robe courte et transparente qui laisse entrevoir ses cuisses et une partie de sa poitrine, elle défile au milieu des clients entre service et causette. Notre entretien est donc souvent entrecoupé par ses multiples occupations et sa bouteille de bière déposée sur notre table, se réchauffe au gré de cette chaleur d'avril. Entre ses mains, une cigarette.

Nous l'avons à nouveau sur notre table. Pleine de vie et de joie, elle nous relate les raisons de son choix pour ce travail de nuit aussi difficile que dangereux. « J'ai quitté l'école en classe de 4e alors que je n'avais que 14 ans. Je ne sais pas, même toute petite, j'adorais être libre, faire tout ce qui me vient en tête sans être dérangée. J'ai beaucoup tra-

vailé aux côtés de ma mère après mon échec scolaire, je l'aidais dans son petit commerce. Après, j'ai voulu voler de mes propres ailes et j'ai commencé à chercher du travail. C'est ainsi que je suis tombée sur un manager qui m'a proposé un boulot dans un maquis. J'ai commencé, j'ai aimé et je suis toujours dans ce travail... ». Qu'en est-il des salaires et des conditions de travail de ces filles ?

### Conditions de travail et salaires

Lomé est une ville qui bouge la nuit, surtout les week-ends, que tu te demandes à quelles heures les gens se reposent. Le décor est fait de motos, de voitures, de vendeurs ambulants, de maquis et bars, de filles de joie, de nos braves serveuses aussi. Elles travaillent dans des conditions difficiles ; gagnent moins à la fin du mois et se reposent peu.

Fabiola, Didi, Falonne ont les mêmes horaires de travail, de 18h à 4h du matin, soit 10h de travail par jour, mais sont obligées de rester sur place pour attendre le lever du soleil au risque de se faire agresser. « S'il n'y a personne pour me déposer à la maison ou pour m'accompagner, je ne prends pas le risque de mar-

cher parce que j'ai déjà été agressée et dépouillée de tous mes biens sur la route de la maison. Je ne prends plus ce risque, je préfère dormir au maquis jusqu'au matin », nous explique Didi.

Elles ont chacune un jour de repos dans la semaine et sont payées entre 20.000 et 30.000 Fcfa le mois. Le moindre verre cassé, retard, dormir aux heures de travail, absence, fumer au milieu des clients pour celles qui travaillent en boîte de nuit... est sévèrement puni d'une ponction salariale allant de 1.000 à 2.000 Fcfa selon la gravité de l'acte. Dans le milieu, certaines serveuses sont payées à la bouteille servie pour booster leur motivation au travail. Ce n'est pas le cas de nos trois « guerrières ». A tout bout de chemin, dans les coins et recoins de Lomé, il est régulier de trouver un maquis ou bar. Ceci dit, la prolifération de ces centres de loisirs est très remarquable dans la capitale togolaise. Ces serveuses, au vu donc de l'ampleur graduelle que prend ce métier, pour une meilleure sécurité sociale, gagneraient à s'organiser comme dans les autres secteurs d'activités pour l'obtention d'un statut légal.

## Afrique/Santé

## L'OMS appelle à fournir des efforts pour la couverture sanitaire

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté le 7 avril, les pays africains à accélérer la réalisation de la couverture sanitaire universelle qui est essentielle pour réduire le fardeau croissant des maladies infectieuses et non transmissibles sur le continent. « Les progrès vers la réalisation d'objectifs plus larges liés à la santé ne seront possibles qu'en donnant à tous accès à des soins de qualité essentiels et à une protection contre les difficultés financières », a déclaré la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Moeti Matshidiso. « En Afrique, la récurrence d'événements de santé publique majeurs signifie qu'il ne peut y avoir de sécurité sanitaire sans couverture sanitaire universelle », a-t-elle ajouté.

Cette année, le thème de la Journée mondiale de la santé sera « La couverture-santé universelle ». Ce thème vise à mettre en avant le rôle crucial de l'accès à des traitements rapides, abordables et de qualité pour réduire l'impact négatif des maladies sur les moyens de subsistance des ménages.

L'OMS s'est engagée à faire en sorte qu'un milliard de personnes dans le monde bénéficient de services médicaux et d'une protection financière de qualité d'ici à 2023, conformément aux objectifs de développement durable dans le domaine de la santé, a déclaré Mme Moeti.

Une véritable volonté politique, des financements adéquats et l'accès à une main-d'œuvre qualifiée

et motivée et à des médicaments de qualité sont des facteurs essentiels pour parvenir à une couverture-santé universelle en Afrique, a-t-elle précisé.

Dans son rapport 2018 sur la situation de l'Afrique en matière de santé, l'OMS a identifié le manque d'investissements dans les infrastructures, le personnel et les produits de santé comme le principal obstacle à la réalisation d'une couverture maladie universelle.

L'Organisation encourage les pays africains à réorganiser leurs cadres politiques et législatifs afin de stimuler les investissements dans les infrastructures de soutien nécessaires à la couverture universelle de la santé.

## Santé/VIH

## Un traitement plus court et sûr de la tuberculose

Les personnes vivant avec le VIH sont 20 à 30 fois plus susceptibles de développer une tuberculose active. Une nouvelle étude montre que le traitement chez les personnes séropositives peut être réduit à 3 mois. Mais un expert affirme qu'un essai multicentrique plus important est nécessaire.

La co-administration d'un médicament contre le VIH, le Dolutégravir avec deux médicaments antituberculeux courants peut raccourcir le traitement antituberculeux en toute sécurité, selon une étude. L'OMS estime que les personnes vivant avec le VIH sont 20 à 30 fois plus susceptibles de développer une tuberculose active, un tiers de tous les décès dus au VIH étant chaque année attribués à la tuberculose. Selon les directives de l'OMS, un traitement long de la tuberculose pharmino-résistante nécessite l'administration de médicaments pendant environ 20 mois, alors qu'un traitement court dure de neuf à douze mois.

Mais une étude menée en Afrique du Sud, de janvier 2018 à fé-

vrier 2019 par l'Institut Aurum et ses partenaires, montre que l'administration de Dolutégravir pendant huit semaines et l'ajout ultérieur de deux médicaments antituberculeux de première intention sur trois mois - la Rifapentine et l'Isoniazide (3HP) - peut être effectuée en toute sécurité, pour traiter la tuberculose chez les personnes séropositives.

« Le plan consiste à développer 3HP pour les personnes vivant avec le VIH et tous les contacts dans le ménage. « Nous souhaitons montrer que 3HP associé au Dolutégravir chez les personnes vivant avec le VIH était sans danger. Le programme 3HP est très efficace pour prévenir la tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH », déclare Gavin Churchyard PDG du groupe Aurum, basé en Afrique du Sud et chercheur principal de l'étude, Gavin Churchyard ajoute que les résultats de la recherche ouvrent la voie à une extension du régime 3HP dans 12 pays fortement touchés par la tuberculose : Brésil, Cambodge, Éthiopie, Ghana, Inde,

Indonésie, Kenya, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie et Zimbabwe.

Les chercheurs ont présenté les résultats de l'étude - impliquant 60 adultes séropositifs en Afrique du Sud et non encore publiée dans une revue - lors de la Conférence sur les rétrovirus et les infections opportunistes à Seattle (États-Unis), le 6 mars. Selon les chercheurs, une fois le traitement terminé, les participants ont été suivis pendant quatre semaines supplémentaires. L'administration concomitante de Dolutégravir, de Rifapentine et d'Isoniazide a été bien tolérée, sans effet indésirable grave, ont-ils ajouté.

« Le plan consiste à développer 3HP pour les personnes vivant avec le VIH et tous les contacts familiaux, en particulier les enfants de moins de cinq ans, dans tous les pays fortement touchés », explique Gavin Churchyard, avant d'ajouter que son équipe cherchait un financement pour rendre les médicaments accessibles aux personnes pauvres vivant avec le VIH et avec la tuberculose.

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°536 DE LOTO KADOO DU 29 Mars 2019

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 537<sup>e</sup> tirage de LOTO KADOO. Lors du précédent tirage de LOTTO KADOO, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans la plupart des villes du pays. Toutes fois, à LOME, nous avons recensé quelques gagnants de gros lots. Ainsi à dans la capitale, nous avons recensé deux lots de 1.000.000F CFA, gagnés auprès de l'opérateur 60732 et 70027. La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

## LOTO KADOO

### Résultats du tirage N°537 de LOTO KADOO du 05 Avril 2019

Numéro de base

58 48 16 59 10

## LOTO Sam

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°092 DE LOTO Sam du 30 Mars 2019

Le tirage N°093 du LOTO Sam a eu lieu samedi 06 Avril 2019 et a fait naturellement des heureux gagnants. Lors du précédent tirage de LOTO Sam, de nombreux de lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont été enregistrés dans toutes les villes du pays. La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

### Résultats du tirage N°093 de LOTO SAM du 06 Avril 2019

Numéro de base

88 65 32 61 56

**Le Très Haut Débit**  
**continue son parcours !**



**est désormais présente à**

**ANÉHO**  
**&**  
**CINKASSÉ**

**Le N°1 de l'internet mobile au Togo**

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

[www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel)

[www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015 